

## la carte blanche

Franklin DEHOUSSE Professeur à l'Université de Liège, ancien représentant de la Belgique dans les négociations européennes, ancien Juge à la Cour de Justice de l'Union européenne

## Un accord sur le Brexit requiert des concessions des deux parties

**Les dernières semaines ont vu beaucoup de théâtre et peu de bon sens dans la négociation du Brexit (surtout à Londres). Les conservateurs comme les travaillistes ont adopté des positions qui n'ont pas la moindre chance d'être acceptées par l'Union européenne. Les délais deviennent très serrés, et il est grand temps de devenir très réaliste.**

Depuis 1998, le Royaume-Uni a accepté la suppression des contrôles à la frontière de l'Irlande du Nord, engagement encore répété en 2017. Cela requiert le maintien partiel de l'Irlande du Nord dans des politiques européennes : union douanière et marché unique des produits (la suppression de tout contrôle requiert l'alignement de nombreuses réglementations sur les produits). Le Royaume-Uni n'a que deux façons de réaliser cela. Soit un statut spécial est créé pour l'Irlande du Nord, et une frontière intérieure doit l'isoler économiquement du reste du pays. Soit ce statut est étendu à tout le pays. Les récentes tragi-comédies à Londres masquent stupidement cette réalité simple et gaspillent du temps. La dernière proposition britannique, de plus, ne répond à aucun des soucis de l'Union européenne. Après

avoir perdu deux ans, le gouvernement May se comporte comme si les négociations commençaient alors qu'elles s'achèvent.

De l'autre côté, toutefois, les négociateurs de l'Union européenne n'ont pas amélioré la situation. Certains affirment que les Britanniques ont approuvé en décembre 2017 un accord portant exclusivement sur l'Irlande du Nord, d'autres qu'ils tentent indûment d'imposer en cachette un nouveau régime commercial général. Michel Barnier a exclu d'avance la solution couvrant tout le territoire du Royaume-Uni, et d'autres ont expliqué qu'elle réclamait l'application intégrale des quatre libertés de circulation, en ce compris celle des personnes.

**Les traités doivent être appliqués de bonne foi**

Or, ces quatre affirmations sont fausses. L'accord de décembre 2017 re-

court à des termes généraux. Ce serait le comble si le Royaume-Uni ne pouvait répondre à des propositions sur les contrôles aux frontières par des propositions sur le même sujet. L'exclusion décidée par Barnier ne repose sur aucune position explicite du Conseil européen. Enfin, la libération complète des mouvements de marchandises ne requiert pas nécessairement la liberté complète du mouvement des personnes (l'union douanière avec la Turquie ne l'impose pas du tout, tout comme l'association de l'Ukraine à l'ensemble du marché unique).

Si la position britannique demeure insatisfaisante, il faut rappeler que les traités doivent être appliqués de bonne foi (article 26 de la Convention de Vienne de 1969). Cela s'applique à l'article 50 TUE, fondement du Brexit. Les interprétations doivent demeurer équilibrées, et des solutions nuisibles ne doivent pas être imposées quand il existe des alternatives moins dommageables. Imposer au Royaume-Uni un exit avec une perte de souveraineté territoriale et une frontière intérieure paraît à cet égard disproportionné. En revanche, l'absence de prise en compte des priorités de l'Union n'est pas défendable non plus.

De bonne foi, la meilleure solution que l'UE pourrait offrir est la suivante. Le Royaume-Uni peut choisir entre la proposition européenne actuelle (au nom barbare de « backstop ») applicable seulement à l'Irlande du Nord, et son extension à tout le territoire britannique. Cette dernière solution signifie : (1) une participation complète à l'union douanière et au marché unique pour les biens, (2) la compétence indirecte de la Cour de justice européenne pour ces domaines selon le modèle AELE, (3) une contribution budgétaire limitée (moins que pour une participation complète au marché unique), (4) une non-participation à ce stade au marché unique des services, (5) une liberté de circulation des personnes partielle pour les travailleurs et prestataires de services. Le tout avec une possibilité de révision après chaque période de cinq ans.

**L'absence de perspective devient coûteuse pour l'économie**

Cette solution ne plaira pas aux ex-

trémistes des deux camps. Elle devrait néanmoins être présentée par l'UE rapidement, ce qui permettrait au Parlement britannique de choisir définitivement, et de conclure un accord de sortie en octobre. L'absence de perspective devient coûteuse pour l'économie, et chaque mois supplémentaire va maintenant aggraver très vite ces coûts.

De plus, Madame May semble préparer une manœuvre de dernière minute « Moi ou le chaos ». C'est une stratégie très dangereuse quand on songe à l'appliquer simultanément à Londres au Parlement et à Bruxelles au Conseil européen. Si une crise doit survenir, mieux vaut limiter ses effets en n'attendant pas la dernière minute. Une sortie du RU sans accord nécessite un minimum de préparation.

Des deux côtés, les extrémistes semblent éprouver la tentation de provoquer une crise politique, les uns pour imposer un Brexit complet, les autres pour tuer complètement le Brexit. Cela peut toutefois tourner à la catastrophe, car il n'y aura pas nécessairement de solution alternative immédiate. La population est divisée, comme les deux grands partis, et comme le Parlement. Rien ne dit que les Conservateurs trouveront un remplacement à Mme May, rien ne dit qu'on évitera une nouvelle élection, et rien ne dit qu'elle ne donnera pas à nouveau un Parlement sans majorité. Pendant tout ce temps, la démolition de l'investissement et de l'emploi va devenir énorme.

Le contexte, en plus, change. La croissance économique diminue en Europe. Celle-ci serait très exposée à une guerre commerciale avec les USA. Trump fait de plus tout ce qu'il peut pour provoquer une récession. L'Italie est devenue une nouvelle source d'instabilité de l'Eurozone. Les problèmes de l'Etat de droit montent à l'Est. Enfin, les élections européennes de 2019 pourraient déstabiliser encore davantage l'Europe. Celle-ci aurait avantage à éviter, en plus, une longue crise, très coûteuse, du Brexit. Mais pour cela, les personnes en charge doivent gérer moins le futur de leur carrière et davantage celui de l'économie. Il faut arrêter les proclamations matamo-resques et accepter de vrais compromis. ■